

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

POUVOIR ADJUDICATEUR :
CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

**Prestations d'hébergement et d'infogérance du système d'information du Centre
des Monuments Nationaux**

Marché n°25-1902-254

Règlement de consultation (RC)

**Marché passé selon la procédure avec négociation conformément à l'article
L.2124-3, R.2124-3 4°, R.2161-12 à 20 du code de la commande publique**

Phase candidatures

Date et heure limite de réception des candidatures :

**VENDREDI 23 JANVIER 2026
à 12h00**

**IMPORTANT : En application de l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique, les
candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.**

SOMMAIRE

Article 1 - Acheteur public.....	3
1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Type de pouvoir adjudicateur	3
Article 2 - Caractéristiques de la consultation	6
2.1 Procédure de passation	6
2.2 Objet et périmètre de l'accord cadre	3
2.3 Forme de l'accord cadre	4
2.4 Décomposition en lots.....	6
2.5 Durée de l'accord cadre	4
2.6 Groupements	6
2.7 Variantes	7
Article 3 - Dispositions du marché d'ordre économique et financier	5
3.1 Délais de paiement	7
3.2 Modalités essentielles de financement.....	8
3.3 Avance et acomptes	8
Article 4 - Déroulement de la procédure	Erreur ! Signet non défini.
La procédure se déroule ainsi :	Erreur ! Signet non défini.
Article 5 - Dossier de candidature.....	8
5.1 Composition du dossier de candidature	8
5.2 Mise à disposition du dossier de candidature par voie électronique	8
5.3 Modification de détail au dossier de candidature.....	9
5.4 Compléments à apporter au dossier de candidature	9
Article 6 - Présentation des Candidatures	9
5.1 Documents à produire.....	9
5.3 Conditions d'envoi des candidatures.....	12
Article 7 - Examen des candidatures	12
Article 8 - Critères d'analyse des offres	Erreur ! Signet non défini.
Article 9 - Renseignements sur la dématérialisation	13
Article 10 - Renseignements complémentaires.....	13

Article 1 - Acheteur public

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Centre des monuments nationaux

Hôtel de Sully
62, rue Saint-Antoine
75186 Paris cedex 04

Tél. 01 44 61 20 00
SIRET : 180 046 013 00017

1.2 Type de pouvoir adjudicateur

Le Centre des monuments nationaux est un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère de la Culture.

Il a pour mission d'entretenir, conserver et restaurer les monuments nationaux ainsi que leurs collections, dont il a la garde, d'en favoriser la connaissance, de les présenter au public et d'en développer la fréquentation lorsque celle-ci est compatible avec leur conservation et leur utilisation.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par la Présidente du Centre des monuments nationaux.

Article 2 - Présentation du contexte, de l'objet et des caractéristiques de l'accord-cadre

2.1 Contexte et objectifs

Le CMN dispose d'un marché de services d'hébergements de son système d'information et de prestations de services managés couvrant les grands éléments suivants (voir détails au chapitre 3.2 du présent RAC) :

- Des prestations d'hébergements de type IaaS et de sauvegarde.
- Des services de télécommunications.
- Des services de cybersécurité.
- Des prestations de services managés et de co-administration aux niveaux des différents environnements hébergés.

Ce marché, actuellement assuré par la société INETUM, arrive à échéance en décembre 2026.

Le CMN souhaite pouvoir assurer la continuité des prestations actuelles en renforçant/ajustant certains éléments compte-tenu de son retour d'expérience et de ses nouvelles attentes, avec les principaux objectifs suivants :

- Disposer de prestations d'hébergements évolutives capable de s'adapter à la hausse comme à la baisse aux besoins du CMN.
- Renforcer la résilience du système d'information et garantir des mécanismes de sauvegardes/archivages fiables.
- Assurer un haut niveau de cybersécurité du système d'information du CMN avec une surveillance pro-active des environnements.
- Disposer d'une traçabilité des gestes assurés au niveau du système d'information, dans une logique de co-administration entre les équipes informatiques du CMN et celles du prestataire.

- Disposer de prestations de pilotage et de reporting efficaces, dans une logique d'amélioration continue.
- Assurer une transition initiale ainsi qu'une réversibilité sortante maîtrisées et sans rupture de services pour les utilisateurs du CMN.
- Maîtriser les budgets de fonctionnement associés aux différentes prestations attendues.

2.2 Objet et périmètre de l'accord cadre

L'accord cadre a pour objet l'hébergement et l'infogérance du système d'information du Centre des Monuments Nationaux.

Code CPV principal :

- 72500000-0 Services informatiques

Codes CPV secondaires :

- 72600000-6 Services d'assistance et de conseils informatiques
- 72514000-1 Services de gestion des installations informatiques

2.3 Forme de l'accord cadre

L'accord cadre objet de la présente procédure de mise en concurrence sera un accord-cadre de services mono-attributaire à bons de commande conformément à l'article R.2162-2 du code de la commande publique, conclu sans montant minimum et avec des montants maximum (cf. article 4.1 du présent règlement).

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure de la survenue des besoins.

2.4 Durée de l'accord cadre

L'accord cadre objet de la présente procédure est conclu pour une durée de quatre (4) ans fermes, à compter de sa notification au titulaire.

Il peut être reconduit tacitement deux (2) fois par période de douze (12) mois sans que la durée globale de l'accord cadre ne puisse excéder soixante-douze (72) mois, compte tenu des investissements conséquents que va engendrer l'exécution du marché pour le futur prestataire.

Dans le cas où le Centre des monuments nationaux souhaite ne pas reconduire le marché, il notifie au Titulaire, par tout moyen, sa décision de non-reconduction au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. Le Titulaire ne saurait prétendre à une indemnité du fait de la non-reconduction du présent marché.

La durée maximale de l'accord-cadre (6 ans) est justifiée par :

- La complexité globale de l'architecture et des prestations attendues.
- Un objectif d'optimisation financière dans le temps lié aux facteurs suivants :
 - Un investissement initial amorti sur une durée longue des infrastructures mises à disposition du CMN ainsi que de la charge de transition ;
 - Une amélioration continue des prestations de services permettant de réduire au fil du temps les coûts de fonctionnement.

2.5 Présentation succincte des activités attendues

Les activités clefs attendues dans le cadre du marché sont les suivantes :

Prestations	Activités clefs	Volumétrie / Périmètre indicatif
Services d'hébergement et de sauvegarde	Environnements d'hébergements mutualisés et géo répartis sur deux DC, avec mise à disposition de machines virtuelles et ressources associées à la demande	Environ 100 machines virtuelles avec mécanismes de PRA pour environ : 285 vcpu / 1 To de RAM / 85 To de stockage
	Hébergements simples d'équipements physiques, dont équipements opérateurs avec liaisons vers Meet Me Room.	1 accès MPLS et 1 accès Trunk SIP par DC
	Licences et systèmes d'exploitation / bases de données.	50 VM sous Windows Serveur 20 VM sous RedHat Enterprise 20 VM sous distribution Linux (Debian, Rocky, Ubuntu, Centos) 10 VM sous appliance propriétaire 2 x 2 sockets couvertes en licence Oracle (HA) 18 licences pour base de données SQL Serveur
	Solutions de stockage spécifique de type NAS et objet.	Environ 45 To de stockage NAS répliqué Environ 25To de stockage objet (Azure BLOB actuellement)
	Services de sauvegardes managées sécurisées et immuables	Environ 155 To de données sources sauvegardées
	Service de sauvegarde Microsoft 365	Environ 75 To de données sources (OneDrive, Sharepoint, Exchange)
Services de télécommunications	Connectivité internet sécurisée au niveau des datacenters du titulaire.	Un service de connectivité internet sécurisé sur les deux DC
	Liaisons d'interconnexions entres les datacenters et les sites principaux du CMN	Connectivité inter-DC sécurisée 2 liaisons entre les DC et les sites principaux du CMN
Services de cybersécurité	Fourniture de services de sécurité en lien avec la connectivité internet des datacenters	2 Pares-feux périmétriques 1 service anti-DDOS de type « assainissement de flux ». 1 équilibreur de charge, services de proxy et reverse-proxy 3 connexions VPN pour tiers mainteneurs du CMN
	Fourniture de services de sécurité propres aux environnement hébergés avec : - Pares-feux de segmentation interne - Bastion - EDR managé en 24/7 - "Security Operation Center" (SOC) et "Vulnerability Operation Center" (VOC) - Outil SIEM.	Ensemble de pares-feux 1 Bastion EDR sur l'ensemble des machines virtuelles SOC et VOC sur l'ensemble du périmètre hébergé Puit de log concentré sur l'ensemble du périmètre hébergé
Services managés et de co-administration du système d'information	Services managés et co-administration sur l'ensembles des machines virtuelles jusqu'au niveau middleware, applications d'infrastructures et bases de données avec : - Supervision 24/7 des composants. - Maintien en condition opérationnelle et de sécurité - Co-administration - Traitement des incidents N1/N2	100 machines virtuelles Middleware Apache, IIS, NetFramework, Tomcat, JRE 21 SGBD dont un cluster Oracle HA, SQL Server, MySQL, MariaDB Annuaire Active Directory Remote Desktop Service
	Supervision 24/7 et traitement des incidents de niveau 1 des applications hébergées sur les machines virtuelles	8 applications concernées

Article 3 - Caractéristiques de la consultation

3.1 Procédure de passation

La consultation est passée selon la procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3, R.2161-12 à 20 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une procédure en deux étapes :

- La phase 1 « Candidatures », permettant de sélectionner les candidats, objet du présent règlement de consultation ;
- La phase 2 « Offres » permettant de sélectionner les offres des candidats sélectionnés à l'issue de la phase 1.

Un nombre maximum de **3 candidats** seront retenus à l'issue de la phase d'analyse des candidatures.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur au nombre minimum, le pouvoir adjudicateur pourra continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

3.2 Décomposition en lots

Compte tenu des enjeux du marché, l'organisation et la coordination de la chaîne d'activités nécessaires à sa production et son exploitation ne sauraient faire l'objet d'une dévolution en lots séparés des prestations sans risque de défaut de maîtrise technique des services, des délais impartis, et de conséquences financières importantes.

La présente procédure ne fait donc pas l'objet d'allotissement (lot unique).

3.3 Groupements

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement conjoint ou solidaire.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est, en application des dispositions de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du CMN, pour l'exécution du marché.

3.4 Planning prévisionnel

Le calendrier prévisionnel de la consultation est le suivant :

Etape	Date
Publication de la phase d'appel à candidatures	S52 2025
Remise des dossiers de candidatures	S4 2026
Analyse des candidatures et sélection des candidats admis à présenter une offre	S5 2026
Notification de décision et invitation à soumissionner à la phase d'offres	S6 2026
Remise des offres initiales des candidats	S10 2026
Convocation des candidats avec ordre du jour et question soutenance 1	S14 2026

Soutenances des offres initiales des candidats	S16 2026
Soumission offres intermédiaires des candidats	S18 2026
Convocation des candidats avec ordre du jour et questions soutenance 2	S20 2026
Soutenances des offres intermédiaires des candidats	S21 2026
Soumission offres finales par les candidats	S23 2026
Analyse finale, validation et notification de décision	S27 2026

Le calendrier ci-dessus est fourni aux candidats à titre purement indicatif, les dates pouvant être modifiées en fonction des contraintes du pouvoir adjudicateur.

3.5 Variantes

Il n'est pas prévu de variantes imposées par le pouvoir adjudicateur.

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Article 4 - Dispositions du marché d'ordre économique et financier

4.1 Forme des prix

L'accord-cadre à bons de commande est mono-attributaire.

L'accord-cadre est traité à prix unitaire.

Les prix unitaires sont détaillés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal mais comporte, pour chaque période d'exécution, un montant maximal :

- **Pour la période ferme (4 ans) :**

<u>Montant minimal</u>	<u>Montant maximal</u>
Sans montant minimal	3 335 000,00 € HT

- **Pour chaque période de reconduction (1 an) :**

<u>Montant minimal</u>	<u>Montant maximal</u>
Sans montant minimal	835 000,00 € HT

4.2 Variation des prix

Les modalités de révision des prix seront définies dans le CCAP communiqué dans le cadre de la phase « offres ».

4.3 Délais de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

4.4 Modalités essentielles de financement

Le présent marché est financé sur les ressources propres de l'Etablissement.

Le titulaire pourra céder ou nantir les créances résultant du marché.

4.5 Avance et acomptes

Le titulaire peut bénéficier d'une avance selon les conditions définies à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur peut prévoir le versement d'une avance selon les conditions de l'article R2191-4 du Code de la Commande Publique.

Article 5 - Dossier de consultation

5.1 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des dossiers et documents suivants :

- Du cadre de réponse ;
- Du présent règlement de la consultation ;
- Du dossier « Formulaires DC » contenant les modèles de DC1, DC2 et DC4.

5.2 Mise à disposition du dossier de candidature par voie électronique

Le dossier de consultation est à retirer gratuitement par les candidats jusqu'à la date limite de réception des offres sur la plateforme dématérialisée PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat) via le lien direct suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2914917&orgAcronyme=f5j>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, questions/réponses.

5.3 Modification de détail au dossier de candidature

Le Centre des monuments nationaux se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.4 Compléments à apporter au dossier de candidature

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de candidature.

Article 6 - Présentation des Candidatures

6.1 Conditions minimales de participation

Pour prendre part à la présente procédure, les conditions **cumulatives** suivantes doivent être remplies :

- **Le candidat doit impérativement opérer le cœur des services hébergés sur ses infrastructures** (environnement de calculs, stockage) **propres** (la proposition de cloud public tel que Azure, AWS, GCP ou de tout autre solution équivalente n'est pas autorisée pour cette partie).

Ce cœur de services hébergés doit pouvoir être complété d'environnements basés sur des Cloud public en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur (exemple : service BLOB).

- **Les datacenters proposés par le candidat doivent :**
 - Être certifiés, au minimum, "Tier 3" par l'Uptime Institute ;
 - Être certifiés ISO 27001 ;
 - Intégrer un PUE maximum de 1,5.
- Les datacenters proposés par le candidat doivent être localisés **sur le territoire Français** et respecter un éloignement géographique **minimum de 30 km** chacun.
- **La moyenne des 3 derniers chiffres d'affaires annuel, , en lien avec les prestations objets du présent marché avec du candidat à au moins 7 millions d'euros (seuil déterminé à partir de l'estimation annuelle : 650 000,00 € TTC).**

Cette valeur minimale permet au pouvoir adjudicateur de s'assurer que les candidats disposent d'une structure suffisante pour absorber les prestations objets du marché.

Si l'une de ces conditions fait défaut, la candidature sera écartée de l'analyse.

6.2 Documents à produire

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui remplace les documents de candidature (formulaires DC1, DC2).

Le formulaire DUME est à compléter en ligne sur la PLACE avant de joindre son offre.
Le candidat présentant un DUME vérifiera toutefois que l'ensemble des informations listées ci-dessous (notamment les qualifications le cas échéant) est bien présent dans son document unique.

Ou

La candidature doit contenir les pièces suivantes :

<u>N°</u>	<u>Pièces demandées</u>	<u>Format souhaité</u>
1	Formulaire DC 1 « Lettre de candidature », complété.	PDF
2	Formulaire DC2 « déclaration du candidat », intégralement complété (dans sa rubrique E le cas échéant), <u>et</u> accompagné des annexes suivantes : a) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années b) Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ; ➤ Présentation des centres de données, des infrastructures pressentis pour la phase d'offre et des certifications en tenant compte des conditions obligatoires renseignées à l'article 6.1 du présent règlement ; ➤ Présentation des moyens permettant d'assurer la mise en œuvre des prestations du marché et les services managés/coadministrés attendus avec : <ul style="list-style-type: none">• Les ressources disponibles par domaines d'expertises pour les services managés/coadministrés (cf. onglet « expertise » du cadre de réponse) ;• Les ressources/types de profils proposés pour assurer la mise en œuvre de l'architecture ; <u>Nota</u> : à ce stade de la procédure, il n'est pas demandé aux candidats de présenter l'équipe qui sera mobilisée dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. <ul style="list-style-type: none">• Les processus et moyens techniques permettant d'assurer :<ul style="list-style-type: none">○ la phase de mise en œuvre de l'architecture ;○ les services managés/coadministrés.	PDF

	<p>c) Dossier de références (cf. onglet « projets » du cadre de réponse) concernant des prestations similaires (étendue et montant des marchés, période d'exécution et le destinataire public ou privé au cours des cinq dernières années) intégrant les propriétés suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de service d'hébergement privé sur infrastructure mutualisé pour une volumétrie minimales de 100 machines virtuelles ; • Services de connectivité internet et sécurité associé, service d'interconnexion de sites ; • Services de sécurité de type SOC / VOC et EDR Managés ; • Service managés/coadministrés jusqu'au middleware, bases de données, applications d'infrastructures ; <p>d) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cf. article 6.1 du présent règlement de consultation) ;</p> <p>e) Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.</p>	
3	La demande d'acceptation du (des) sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du (des) contrat(s) de sous-traitances ainsi que la <u>déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4)</u> renseigné, le cas échéant ;	PDF
4	La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou les membres du groupement + <u>Extrait Kbis ou équivalent à jour.</u>	PDF

Les formulaires DC1, DC2 et DC4 à jour sont disponibles dans le dossier « Formulaires DC » figurant dans le dossier de consultation et peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de groupement :

Le candidat joindra pour chaque membre du groupement l'**intégralité des pièces et justificatifs** susmentionnés (hormis la lettre de candidature - Formulaire DC 1 - qui est commune pour tous les membres du groupement).

Conformément à l'article R2143-12, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En cas de sous-traitance :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur (Formulaire DC 2 ou autres documents sus mentionnés).

Par ailleurs, il adresse une déclaration spéciale (modèle type DC4 disponible dans le dossier « Formulaires DC » et accessible à l'adresse suivante) :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

6.3 Conditions d'envoi des candidatures

Comment transmettre la candidature ?

Conformément, à l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, **la remise des candidatures s'effectue uniquement par voie électronique sur la plateforme des Achats de l'Etat** via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2914917&orgAcronyme=f5j>

Toute candidature transmise sous forme papier sera déclarée irrégulière et ne sera pas analysée.

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le dépôt est gratuit, les CANDIDATURES peuvent être modifiées jusqu'à la clôture de la consultation. Les documents n'ont pas à être signés électroniquement à ce stade de la procédure.

Seul l'horodatage de réception de la candidature par la PLACE fait foi (et non la date et heure d'envoi par le candidat du fichier contenant son offre sur la plateforme).

Les candidats sont invités à prendre en compte les éventuels délais résultant notamment de leur débit de connexion internet ou de la taille des pièces transmises sur la PLACE.

Tout pli arrivé hors délai selon l'horodatage de réception de la PLACE sera écarté et non analysé par le pouvoir adjudicateur.

Article 7 - Examen des candidatures

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles et techniques.

Critères de sélection des candidatures selon la pondération suivante (sur 100 points) :

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles et techniques.

Critères de sélection des candidatures selon la pondération suivante (sur 100 points) :

Critères	Poids
Qualité et pertinence des références de projet de prestations d'hébergement avec services managés associés	50
Capacité au regard des processus et des moyens techniques et humains pour assurer les services managés	30
Capacité au regard des processus et des moyens techniques et humains pour assurer la mise en œuvre de l'architecture	20

Article 8 - Renseignements sur la dématérialisation

La présente consultation est passée en application des articles R2132-1 à R 2132-14 du Code de la commande publique.

A ce titre, la plateforme des achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr> mise à disposition par le Centre des monuments nationaux est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation et permet d'échanger pendant l'analyse des offres.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme les candidats doivent **pendant la consultation et lors de l'analyse des candidatures**:

- retirer le dossier de candidature dans son intégralité ;
- **poser des questions relatives à son contenu ;**
- **télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (négociation, ...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de candidature ;**
- envoyer leur candidature par voie électronique.

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du Dossier de candidature sur PLACE et **lors du dépôt de son pli** le cas échéant. Le courriel donné sera utilisé dans le cadre des échanges ultérieurs avec le pouvoir adjudicateur.

Article 9 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratifs et techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **huit (8) jours calendaires avant la date et l'heure limites de remise des candidatures ou des offres**, une demande sur la plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La réponse apportée par le pouvoir adjudicateur sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de candidature sur la plateforme des achats de l'Etat (= la PLACE) et sera transmise par cette plateforme dématérialisée (PLACE).

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur la PLACE qui dispose que :

Attention : Les informations que vous allez saisir sont importantes. Elles vous permettront tout au long de la procédure de recevoir les informations relatives à la procédure : modifications de dates, rectificatifs/compléments au Dossier de Consultation des Entreprises, etc.

Article 10 - Voies et délais de recours

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris :

- le recours prévu à l'article L.551-1 du Code de justice administrative avant la signature du marché;
- le recours prévu à l'article L.551-13 du Code de justice administrative, pouvant être intenté dans les délais prévus à l'article R.551-7 du même code ;
- un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.